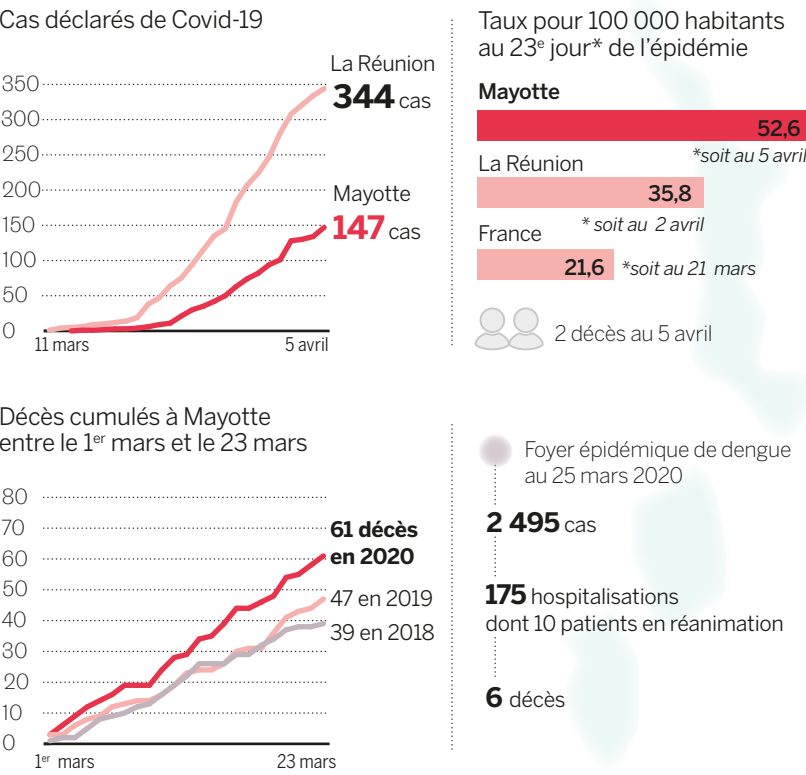


L'épidémie révèle les fragilités de Mayotte

La propagation du Covid-19 est redoutée sur cette île de l'océan Indien, dont les infrastructures médicales sont insuffisantes et où l'habitat est précaire pour une grande partie de la population

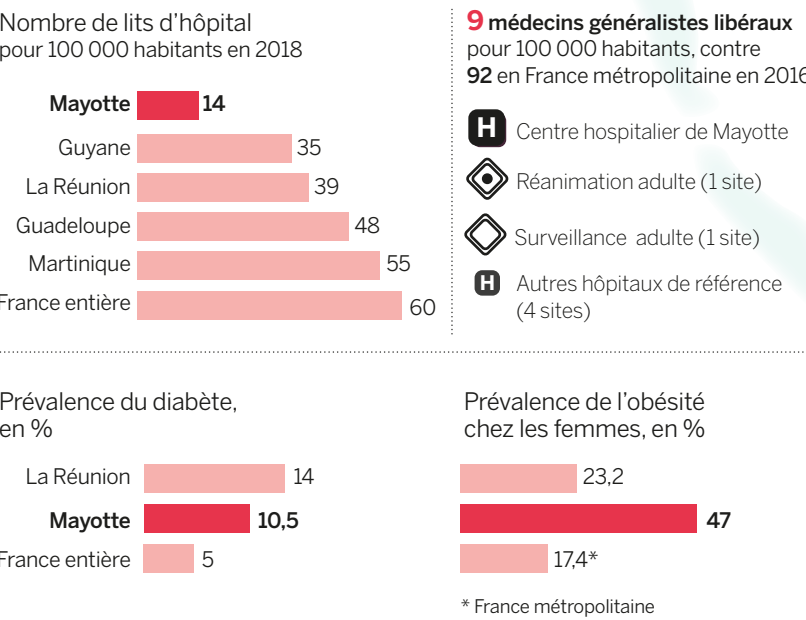
1 Une situation sanitaire préoccupante

Mayotte est frappée par une épidémie de dengue d'une ampleur exceptionnelle au moment où l'île doit faire face à la pandémie de Covid-19. La diffusion est plus rapide qu'en métropole ou qu'à La Réunion.



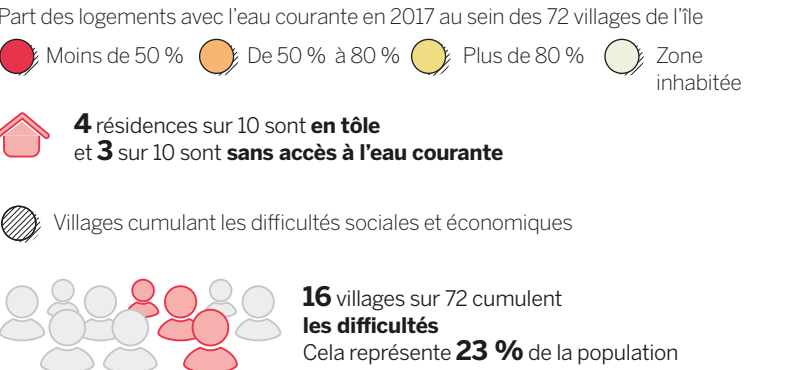
2 Un système de santé déjà en difficulté

Le système de santé est sous-dimensionné pour faire face à la pandémie. Les transferts de Mayotte vers La Réunion sont plus difficiles que d'ordinaire, La Réunion devant elle aussi faire face à la double crise de la dengue et du coronavirus. Par ailleurs, une part importante de la population souffre de pathologies qui rendent les malades plus vulnérables en cas de contamination.



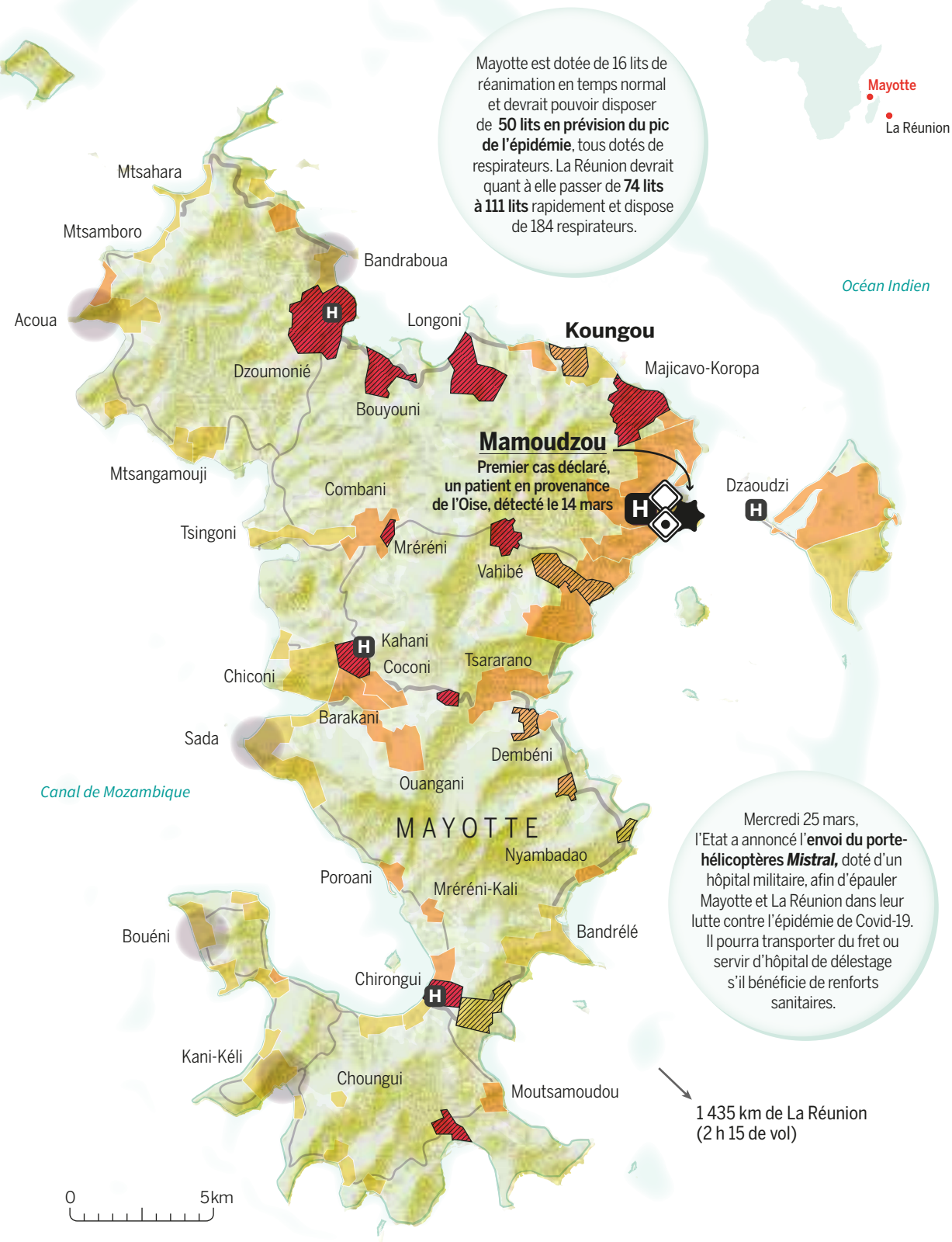
3 Un confinement et des conditions de vie difficiles

Les gestes barrières, qui visent à freiner la propagation de l'épidémie, sont difficiles à respecter en raison de la précarité des conditions de vie. Un couvre-feu a été décrété à Mayotte de 20 heures à 5 heures du matin.



Sources : Agences régionales de santé de Mayotte et de La Réunion, Insee ; Drees 2019, « Alimentation et nutrition dans les départements et régions d'outre-mer », IRD

Infographie : Mathilde Costil, Sylvie Gittus-Pourrias, Delphine Papin



Le premier cas de Covid-19 à Mayotte a été identifié le 14 mars. Il s'agissait d'un voyageur de retour de l'Oise. Trois jours après, le 17 mars, l'île était placée en confinement, tout comme le reste du territoire français. Cette mise en confinement intervenue très tôt dans la chronologie de l'épidémie a probablement permis d'éviter, à ce stade, le « tsunami sanitaire » tant redouté dans ce département de 279 000 habitants sous-équipé médicalement au regard de la moyenne nationale, où 84 % de la population vit sous le seuil de pauvreté, où quatre logements sur dix sont des constructions précaires et trois sur dix n'ont pas accès à l'eau courante.

Trois semaines après l'apparition du premier malade, 147 cas ont été confirmés à Mayotte, dont 31 chez des professionnels de santé et une vingtaine chez les policiers ; 17 patients sont hospitalisés au centre hospitalier de Mamoudzou, et on compte deux décès, chez des personnes qui présentaient d'importantes fragilités. « On se prépare activement pour faire face à la vague qui pourrait venir mais, pour l'instant, elle n'est pas là », veut rassurer le préfet, Jean-François Colombet. Le nombre de lits de réanimation a été porté de 16 à 25 et « on peut rapidement, en quarante-huit heures, passer à 50 », affirme-t-il. Toutefois, si le nombre de cas continue à augmenter régulièrement, il y a peu de malades en réanimation : seulement trois. Peut-être du fait de la jeunesse de la population, dont la moitié a moins de 18 ans, seulement 4 % ayant plus de 70 ans.

Pour l'heure, l'épidémie ne s'est pas disséminée sur le territoire. Tous les cas contacts sont identifiés, avec des foyers de contamination circonscrits, soit en milieu professionnel (santé et police aux frontières), soit géographiquement. « L'écrasante majorité des cas est liée aux voyages, a expliqué, jeudi 2 avril la directrice de l'agence régionale de santé (ARS) de Mayotte, Dominique Voynet, lors d'une conférence de presse. Certains se sont développés au sein d'une même famille. Mais, pour deux autres foyers, nous avons deux fréquentations possibles : ils sont tous allés dans le même cabinet médical et sont tous allés aux mêmes obsèques [à Bandré, dans le sud de l'île]. Dans ce cas, le risque est grand, puisqu'on a tendance à vouloir montrer de la compassion envers la famille et à oublier de ne pas serrer des mains ou de ne pas s'embrasser. »

Confinement efficace

Surtout, il n'y a pour l'instant pas de diffusion dans les bidonvilles, où les appels au confinement ont été passés en shimaoré (la principale langue parlée) avec des mégaphones. Le grand cadi (le chef religieux), Mahamoudou Hamada Saanda, a également fait passer le message. Les 325 mosquées du département et toutes les écoles coraniques sont fermées. Dans toutes les communes, les bonnes pratiques ont été diffusées par les haut-parleurs des mosquées.

Alors que beaucoup craignaient que les appels au confinement ne soient guère respectés, les Mahorais font preuve de discipline. La circulation reste très ré-

duite, même si environ 200 procès-verbaux sont dressés quotidiennement. Le confinement est tellement efficace qu'il a désorganisé l'économie informelle, qui représente les deux tiers des entreprises marchandes à Mayotte. De ce fait, l'Etat et les mairies unissent leurs efforts pour distribuer des colis alimentaires aux familles en grande difficulté.

« Tout le secteur sanitaire et social est sous tension », confie M^{me} Voynet, qui attend des renforts, notamment chez les professionnels de santé, maintenant que le département a été désigné prioritaire pour la réserve sanitaire. Le principal souci porte sur la logistique et l'approvisionnement en matériel médical depuis que les vols réguliers ont été suspendus. « Cela a totalement désorganisé notre travail, constate la directrice de l'ARS. On a des besoins massifs en médicaments, réassorts, pièces détachées, vaccins, produits sanguins... Organiser tout ça est une vraie galère alors qu'en plus on est en compétition avec La Réunion pour la répartition du fret puisqu'il n'y a plus de vols directs vers Mayotte. »

L'inquiétude se renforce à l'approche du ramadan, qui devrait débuter autour du 23 ou du 24 avril et qui constitue par essence un moment « antistanciation sociale ». Les autorités administratives tentent, en lien avec les autorités religieuses, d'établir des recommandations pour concilier ce mois saint pour les fidèles musulmans avec les impératifs de protection des populations. A Mayotte, le mot d'ordre reste de rigueur : « Ra hachiri » (« Soyons vigilants »).

PATRICK ROGER